Supplemento ordinario n. 1 alla «Gazzetta Ufficiale» n. 161 del 14 giugno 1982

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 14 giugno 1982** SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 35

LEGGE 8 giugno 1982, n. **354.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa all'aiuto alimentare, aperta alla firma a Washington dall'11 marzo al 30 aprile 1980.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 giugno 1982, n. **354.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa all'aiuto alimentare, aperta alla firma a Washington dall'11 marzo al 30 aprile 1980.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione relativa all'aiuto alimentare, aperta alla firma a Washington dall'11 marzo al 30 aprile 1980.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XVII della convenzione stessa.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuto alimentare della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate o che saranno emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana, con imputazione della relativa spesa alla «gestione finanziaria» della predetta Azienda.

Art. 4.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 13 miliardi, si provvede con le disponibilità del capitolo 4532 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1982 e dei corrispondenti capitoli per gli anni finanziari successivi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 giugno 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO — DARIDA — LA MALFA — FORMICA — ANDREATTA — BARTOLOMEI — CAPRIA

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENTION
relative a l'aide alimentaire de 1980

PREMIERE PARTIE
OBJET ET DEFINITIONS

ARTICLE PREMIER
(Objet)

La présente Convention a pour objet d'assurer, par un effort conjoint de la communauté internationale, la réalisation, en pratique, de l'objectif fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation, qui est d'apporter chaque année aux pays en développement une aide alimentaire d'au moins 10 milions de tonnes de blé et d'autres céréales propres à la consommation humaine, de la manière déterminée par les dispositions de la présente Convention.

ARTICLE II
(Définitions)

1) Aux fins de la présente Convention:

a) le sigle « c a f. » signifie coût, assurance et fret;

b) le « Comité » est le Comité de l'aide alimentaire visé à l'article V;

c) le « Secrétaire exécutif » est le Secrétaire exécutif du Conseil international du blé;

d) le sigle « f o b » signifie franco à bord;

e) les termes « céréale » ou « céréales » désignent, sauf indication contraire, le blé, l'avoine, le maïs, l'orge, le seigle, le sorgho, et le riz, ou leurs produits dérivés, y compris les produits de deuxième transformation, tels qu'ils sont définis dans le Règlement intérieur, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article III;

f) le terme « membre » désigne une partie à la présente Convention;

g) le « Secrétariat » est le secrétariat du Conseil international du blé;

2) Toute mention dans la présente Convention d'un « Gouvernement » ou de « Gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (dénommée ci-après la CEE). En conséquence, toute mention, dans la présente Convention, de la « signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application à titre provisoire » par un gouvernement est réputée, dans le cas de la CEE, valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application à titre provisoire au nom de la CEE par son autorité compétente, ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la CEE pour la conclusion d'un accord international.

DEUXIEME PARTIE
DISPOSITIONS PRINCIPALES

ARTICLE III
(Aide alimentaire internationale)

1) Les membres de la présente Convention sont convenus de fournir à titre d'aide alimentaire aux pays en développement, des céréales, telles qu'elles sont définies à l'alinéa *e)* du paragraphe 1 de l'article II, qui soient propres à la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables ou l'equivalent en espéces, pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 3 ci-après.

2) Les membres apportent leurs contributions et les pays bénéficiaires estiment leurs besoins en partant, autant que possible, d'une planification préalable, afin que les pays bénéficiaires soient à même de tenir compte, dans leurs programmes de développement, du courant probable d'aide alimentaire qu'ils recevront chaque année pendant la durée de la présente Convention. En outre, les membres devraient, autant que possible, indiquer le montant des contributions qu'ils ont l'intention de verser sous forme de dons.

3) La contribution annuelle minimale de chaque membre à la réalisation de l'objectif énoncé à l'article premier est la suivante:

Membre	Tonnes
—	—
Argentine	35 000
Australie .	400.000
Autriche	20.000

Canada	600 000
Communauté économique européenne et ses Etats membres	1 650 000
Etats-Unis d'Amérique	4 470 000
Finlande	20 000
Japon	300 000
Norvège	30 000
Suède	40 000
Suisse	27 000

4) Aux fins de l'application de la présente Convention, tout membre qui aura adhéré à ladite Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article XVI sera réputé figurer au paragraphe 3 du présent article, avec la contribution minimale qui lui aura été attribuée conformément aux dispositions pertinentes de l'article XVI.

5) Dans le cas d'un membre dont la contribution est versée intégralement ou partiellement en espèces, la quantité fixee pour ce membre, ou la partie de cette quantité qui n'est pas fournie en céréales, est évaluée aux prix pratiqués sur le marché pour le blé. Aux fins du présent paragraphe, le Comité détermine chaque année le prix pratiqué sur le marché pour l'année suivante en se fondant sur le prix mensuel moyen du blé pour l'année civile précédente. Le Comité arrêtera une regle du Règlement intérieur pour la détermination du prix mensuel moyen du blé. Pour déterminer le prix pratiqué sur le marché, le Comité tiendra dûment compte de toute augmentation ou diminution sensible du prix annuel moyen.

6) Le Comité arrêtera dans le Règlement intérieur des règles aux fins de l'évaluation de la contribution d'un membre, engagée ou expédiée, en céréales autres que le blé, en tenant compte, le cas échéant, de la teneur en céréales des produits et de la valeur commerciale de la céréale par rapport à celle du blé.

7) L'aide alimentaire en vertu de la présente Convention peut être fournie selon l'une quelconque des modalités suivantes:

a) dons de céréales ou dons en espèces à utiliser pour l'achat de céréales au profit du pays bénéficiaire;

b) ventes contre monnaie du pays bénéficiaire qui n'est ni transférable ni convertible en devises ou en marchandises et services susceptibles d'être utilisés par le membre donateur (1);

c) ventes à crédit, le paiement devant être effectué par annuités raisonnables, échelonnées sur vingt ans ou plus, moyennant un taux d'intérêt inférieux aux taux commerciaux en vigueur sur les marchés mondiau (2);
étant entendu que ladite aide alimentaire est fournie autant que possible sous forme de dons, en particulier dans le cas des pays les moins avancés, des pays à faible revenu par habitant et d'autres pays en développement qui ont de graves difficultés *économiques*.

8) Les achats de céréales visés à l'alinéa *a)* du paragraphe 7 du présent article sont effectues auprès des membres de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 et de la Convention sur le commerce du blé en vigueur, la préférence étant donnée aux membres en développement des deux Conventions, en vue de faciliter les exportations ou les activités de transformation des membres en développement des deux Conventions. En effectuant des achats, le but général sera de faire en sorte qu'il soit procédé à la majeure partie desdits achats auprès de pays en développement, en donnant priorité aux membres en développement de la Convention relative à l'aide alimentaire. Les présentes dispositions n'empêchent donc pas l'achat de céréales à un pays en développement non membre desdites Conventions. Dans tous les achats visés dans le présent paragraphe, il est spécialement tenu compte de la qualité, des avantages en matière de prix c.a.f. et des possibilités de livraison rapide aux pays bénéficiaires, ainsi que des besoins spécifiques des pays bénéficiaires eux-mêmes. Les contributions en espèces ne seront normalement utilisées durant aucune année pour acheter à un pays une céréale qui est du même type que celle que ce pays a reçue è titre d'aide alimentaire bilatérale ou multilatérale pendant la même année, ou pendant l'année précédente si la quantité de céréales ainsi fournie n'est pas encore épuisée.

9) Les opérations d'aide entreprises au titre des paragraphes 7 et 8 du présent article sont menées d'une manière compatible avec les préoccupations exprimées dans les Principes et directives de la FAO en matière d'écoulement des excédents.

10) Les contributions en céréales sont mises en position f o b par les membres.

11) Si les coûts de transport au delà position f o b sont à la charge des donateurs, ils sont considérés comme des contributions en especes au titre de la Convention, venant en supplément des contributions annuelles minimales spécifiées au paragraphe 3 du présent article

12) Les membres peuvent, pour leurs contributions au titre de la présente Convention, désigner un ou plusieurs pays bénéficiaires

(1) Dans des circonstances exceptionnelles, il pourra être accordé une dispence ne dépassant pas 10 pour cent.

(2) L'accord relatif aux ventes à credit peut prévoir le versement d'une fraction du principal allant jusqu'à 15 pour cent à la livraison de la céréale.

avantages qu'il y aurait à acheminer une plus forte proportion de l'aide alimentaire par des circuits multilatéraux, en particulier le Programme alimentaire mondial, et se conformeront normalement aux Directives et critères pour l'aide alimentaire approuvés par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial.

14) Si un membre ne peut remplir, au cours d'une année quelconque, les obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention, il majore, l'année suivante, ses engagements ou ses expéditions, selon le cas, du solde de ses obligations au titre de l'année précédente.

Article IV

(Disposition spéciale concernant les besoins critiques)

Si, au cours d'une année quelconque, la production de céréales alimentaires accuse un déficit marqué dans l'ensemble des pays en développement à faible revenu, le Président du Comité, au vu des renseignements reçus du Secrétaire exécutif, convoque une session du Comité pour examiner la gravité du déficit de la production. Le Comité peut recommander que les membres remédient à la situation en augmentant la quantité d'aide alimentaire disponible.

Article V

(Comité de l'aide alimentaire)

Il est institué un Comité de l'aide alimentaire qui est composé de toutes les parties à la présente Convention. Le Comité désigne un Président et un Vice-Président

Article VI

(Pouvoirs et fonctions du Comité)

1) Le Comité

a) reçoit régulièrement des membres, et les membres lui présentent, des rapports sur le montant, la composition, les modalités de distribution et les conditions des contributions qu'ils fournissent en vertu de la présente Convention;

b) suit les achats de céréales financés au moyen de contributions en espèces, en tenant particulièrement compte de l'obligation énoncée au paragraphe 8 de l'article III concernant les achats de céréales effectués dans des pays en développement;

fonctionnement des dispositions relatives à l'aide alimentaire prises en vertu de la présente Convention et, notamment quand les renseignements correspondants sont disponibles, sur ses effets sur la production alimentaire dans les pays bénéficiaires.

Le Comité fera rapport selon les besoins.

2) Aux fins de l'article IV et des alinéas *c)* et *d)* du paragraphe 1 du présent article, le Comité peut recevoir des renseignements des pays bénéficiaires et consulter ces pays.

3) Le Comité établit dans le Règlement intérieur les règles nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention.

4) Outre les pouvoirs et fonctions spécifiés dans le présent article, le Comité a les autres pouvoirs et exerce les autres fonctions nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article VII

(Siège, sessions et quorum)

1) Le siège du Comité est à Londres, à moins que le Comité n'en décide autrement

2) Le Comité se réunit au moins deux fois par an à l'occasion des sessions statutaires du Conseil international du blé. Le Comité se réunit aussi à tous autres moments sur décision du Président, ou à la demande de trois membres, ou ainsi que les dispositions de la présente Convention l'exigent.

3) La présence de délégués représentant les deux tiers des membres du Comité est nécessaire pour constituer le quorum à toute session du Comité

Article VIII

(Décisions)

Les décisions du Comité sont prises par voie de consensus

Article IX

(Admission d'observateurs)

Le Comité peut, quand il y a lieu, inviter les représentants du secrétariat d'autres organisations internationales dont seuls peuvent faire partie les gouvernements qui sont membres des Nations Unies ou membres de ses institutions spécialisées à participer à ses sessions en qualité d'observateurs.

ARTICLE X.

(*Dispositions administratives*).

Le Comité utilise les services du Secrétariat pour l'exécution des tâches administratives que ledit Comité peut demander, notamment la production et la distribution de la documentation et des rapports.

ARTICLE XI.

(*Manquements aux engagements et différends*).

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou d'un manquement aux obligations contractées en vertu de cette Convention, le Comité se réunit pour décider des mesures à prendre.

TROISIEME PARTIE
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE XII.

(*Signature*).

La présente Convention sera ouverte, à Washington, du 11 mars 1980 au 30 avril 1980 inclus, à la signature des gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III.

ARTICLE XIII.

(*Dépositaire*).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le dépositaire de la présente Convention.

ARTICLE XIV.

(*Ratification, acceptation ou approbation*).

La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chaque gouvernement signataire conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1980, étant entendu que le Comité établi en vertu de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, telle qu'elle a été prorogée, ou le Comité établi en vertu de la présente Convention peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

ARTICLE XV.

(*Application à titre provisoire*).

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire de la présente Convention. Il applique la présente Convention à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE XVI.

(*Adhésion*).

1) La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout gouvernement visé au paragraphe 3 de l'article III qui n'a pas signé la présente Convention. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1980, étant entandu que le Comité établi en vertu de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, telle qu'elle a été prorogée, ou le Comité établi en vertu de la présente Convention pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument à cette date.

2) Lorsque la présente Convention sera entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article XVII de la présente Convention, elle sera ouverte à l'adhésion de tout gouvernement autre que ceux qui sont visés au paragraphe 3 de l'article III, aux conditions que le Comité, jugera appropriées. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

3) Tout gouvernement ádhérant à la présente Convention en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire de la présente Convention en attendant le dépôt de son instrument d'adhésion. Il applique la présente Convention à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE XVII.

(*Entrée en vigueur*).

1) La présente Convention entrera en vigueur le 1er juillet 1980, si, au 30 juin 1980, les gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III ont déposé des instruments de ratification, d'ac-

ceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, et sous réserve que le Protocole de 1979 portant cinquième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur

2) Si la présente Convention n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider unanimement qu'elle entrera en vigueur entre eux-mêmes, sous réserve que le Protocole de 1979 portant cinquième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur, ou bien pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraitra exiger.

ARTICLE XVIII

(Durée et prorogation)

1) La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1981 inclus, sous réserve que le Protocole de 1979 portant cinquième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, reste en vigueur jusq'à cette date incluse.

2) Si la Convention sur le commerce du blé de 1971 est à nouveau prorogée, ou si une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplçant entre en vigueur, le Comité pourra proroger la présente Convention pour la période de prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou pour la durée de la nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant. Lors de la prorogation de la présente Convention, un membre qui ne désire pas participer à la présente Convention ainsi prorogée peut se retirer de ladite Convention en notifiant son retrait par écrit au dépositaire. Ledit membre informe le Comité de sa décision, mais il n'est relevé d'aucune des obligations résultant de la présente Convention et non exécutées.

ARTICLE XIX

(Rapport entre la présente Convention et l'Accord international sur le blé de 1971, tel qu'il a été prorogé).

La présente Convention remplace la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, telle qu'elle a été prorogée, et est l'un des instruments constitutifs de l'Accord international sur le blé de 1971, tel qu'il a été prorogé

ARTICLE XX

(Textes faisant foi)

Les textes de la présente Convention en langues anglaise, espagnole, francaise et russe font tous également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du dépositaire, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires et adhérents.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou autorités respectifs, ont signé la présente Convention à la data qui figure en regard de leur signature

Pour l'Argentine

JORGE A AJA ESPIL

April 30 1980

Pour l'Australie

N F PARKINSON

April 30 1980

Pour l'Autriche

K H SCHOBER

April 29 1980

Pour la Belgique

R SCHOUMAKER

April 30 1980

Pour le Canada

P M TOWE

April 30 1980

Pour la Communauté économique européenne

H MOLTKE

April 30 1980

Pour le Danimark

OTTO BORCH

Subject to ratification

April 30 1980

Pour l'Etats-Unis d'Amerique

BOB BERGLAND

April 29 1980

Pour la Finlande

JAAKKO ILONIEMI

April 22nd 1980

Pour la France

M PLAISANT

April 30 1980

Pour l'Irlande

SEAN DONLON

April 30 1980

Pour l'Italie

PAOLO PANSA CEDRONIO

April 30th 1980

Pour le Japon

YOSHIO OKAWARA

April 30 1980

Pour le Luxembourg

A MEISCH

April 30 1980

Pour la Norvège

BJORN BARTH

April 24 1980

Pour la République fédéral d'Allemagne

PETER HERMES

April 30 1980

Pour le Royaume des Pays-Bas

AGE R TAMMENOMS BAKKER

April 30 1980

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

F R MINGAY

April 30th 1980

Pour la Suède

W WACHTMEISTER

April 9 1980

Pour la Suisse

RAYMOND R PROBST

April 29 1980

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione

CONVENZIONE
del 1980 relativa all'aiuto alimentare

PARTE I

FINALITÀ E DEFINIZIONI

ARTICOLO I

(Finalità)

La presente Convenzione si propone come finalità l'attuazione concreta, grazie a uno sforzo collettivo della comunità internazionale, dell'obiettivo stabilito dalla Conferenza mondiale dell'alimentazione, consistente nella fornitura annuale ai paesi in via di sviluppo - secondo le modalità indicate nella presente Convenzione - di un aiuto alimentare pari ad almeno 10 milioni di t di frumento ed altri cereali idonei al consumo umano.

ARTICOLO II

(Definizioni)

1 Per l'applicazione della presente Convenzione

a) la sigla « cif » significa costo di assicurazione nolo

b) per « Comitato » si intende il Comitato per l aiuto alimentare di cui all'articolo V;

c) per « Segretario esecutivo » si intende il Segretario esecutivo del Consiglio internazionale del grano;

d) la sigla « fob » significa franco a bordo;

e) i termini « cereale » o « cereali » designano, salvo indicazione contraria, il frumento, l'avena, il granturco, l'orzo, la segala, il sorgo e il riso, ovvero i rispettivi prodotti derivanti, ivi compresi i prodotti di seconda trasformazione, quali risultano definiti nel regolamento interno, fatto salvo il disposto dell'articolo III, paragrafo 1;

f) per « membro » si intende una parte contraente della presente Convenzione;

g) per « segretariato » si intende il segretariato del Consiglio internazionale del grano;

h) il termine « tonnellata » designa 1 000 chilogrammi;

i) con il termine « anno » si intende, salvo indicazione contraria, il periodo compreso tra il 1° luglio e il 30 giugno.

2. Nella presente Convenzione, il termine « governo » o « governi » include anche la Comunità economica europea, in appresso denominata CEE. Di conseguenza, le espressioni « firma » o « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione » o « strumento di adesione » o « dichiarazione di applicazione a titolo provvisorio » « da parte di un governo » designano anche la firma da parte dell'autorità competente della CEE, ovvero una dichiarazione di applicazione provvisoria in nome della CEE da parte di tale autorità, ovvero il deposito, da parte della stessa, dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale comunitaria per la conclusione di un accordo internazionale

PARTE II

DISPOSIZIONI FONDAMENTALI

ARTICOLO III

(Aiuto alimentare internazionale)

1. I membri aderenti alla presente Convenzione hanno concordamente deciso di fornire ai paesi in via di sviluppo, a titolo di aiuto alimentare, cereali ai sensi dell'articolo II, paragrafo 1, lettera *e*), idonei al consumo umano e di tipo e qualità accettabili, oppure il loro equivalente in danaro, per gli importi annui minimi precisati al paragrafo 3

2. I membri forniscono il loro contributo ed i paesi beneficiari valutano le proprie necessità sulla base di una pianificazione preventiva la quale deve essere attuata tenendo presente, per quanto

possibile, che i paesi beneficiari, per poter elaborare i loro programmi di sviluppo, devono conoscere l'entità probabile di assistenza alimentare che riceveranno ogni anno finché resterà in vigore la presente Convenzione. I membri dovrebbero inoltre, nella misura del possibile, indicare l'importo dei contributi che intendono versare sotto forma di doni.

3 Il contributo minimo che deve essere fornito annualmente dai singoli membri per il conseguimento dell'obiettivo enunciato all'articolo 1 è il seguente:

Membri	Tonnellate
—	—
Argentina	35 000
Australia	400 000
Austria	20 000
Canada	600 000
CEE e singoli Stati membri .	1 650 000
USA	4 470 000
Finlandia	20 000
Giappone	300 000
Norvegia	30 000
Svezia	40 000
Svizzera	27 000

4 Per l'applicazione della presente Convenzione, ogni membro che avrà aderito alla medesima conformemente al paragrafo 2 dell'articolo XVI sarà da considerarsi indicato al paragrafo 3 del presente articolo, unitamente al contributo minimo che sarà stato per esso stabilito a norma delle corrispondenti disposizioni del suddetto articolo XVI.

5 Se il contributo di un membro viene versato integralmente o parzialmente in danaro, la quantità fissata per tale membro o la parte di detta quantità non corrisposta in cereali viene valutata ai prezzi del frumento praticati sul mercato. Ai fini dell'applicazione per presente paragrafo, il Comitato calcola ogni anno il prezzo praticato sul mercato per l'anno successivo, basandosi sul prezzo mensile medio del frumento rilevato per l'anno civile precedente Il Comitato stabilirà nel regolamento interno le modalità di rilevamento del prezzo mensile medio del frumento. Per calcolare il prezzo praticato sul mercato, il Comitato terrà conto di tutti i rialzi o ribassi più rilevanti del prezzo annuo medio

6. Il Comitato stabilirà nel regolamento interno le modalità secondo cui dovrà essere valutato il contributo di un membro, impegnato o spedito in cereali diversi dal frumento; in sede di valutazione, si dovrà tener conto, se del caso, del tenore in cereali dei prodotti in questione e del valore commerciale del cereale di cui trattasi rispetto al frumento

7 L'aiuto alimentare oggetto della presente Convenzione può essere fornito sotto una delle forme seguenti:

a) dono di cereali, oppure dono in danaro da utilizzare per l'acquisto di cereali a vantaggio del paese beneficiario;

b) vendita al paese beneficiario, contro una somma di danaro non trasferibile né convertibile in valuta o in merci e servizi atti ad essere utilizzati dal membro donatore (1);

c) vendita a credito, contro pagamento a rate ragionevoli ripartite su 20 anni o più, con un saggio d'interesse inferiore ai tassi commerciali in vigore sui mercati mondiali (2);

fermo restando che detto aiuto alimentare deve essere erogato per quanto possibile sotto forma di doni, in particolare quando i beneficiari siano paesi fortemente sottosviluppati o paesi a basso reddito *pro capite* od altri paesi in fase di sviluppo colpiti da gravi difficoltà economiche

8 Gli acquisti di cereali di cui al paragrafo 7, lettera *a*), saranno effettuati prevalentemente presso i membri aderenti alla presente Convenzione ed alla vigente Convenzione sul commercio del grano, dando la preferenza ai membri in via di sviluppo aderenti alle due Convenzioni, onde promuoverne le esportazioni o le attività di trasformazione In sede di acquisto di cereali, si dovrà quindi seguire il criterio generale di effettuare la maggior parte degli acquisti nei paesi in via di sviluppo, dando la priorità ai membri in via di sviluppo della presente Convenzione. Tali disposizioni non impediscono l'acquisto di cereali presso un paese in fase di sviluppo non aderente alle Convenzioni sopra citate. In tutti gli acquisti oggetto del presente paragrafo, si dovrà tener particolarmente conto della qualità, dei vantaggi in materia di prezzi cif, delle possibilità di consegna rapida ai paesi beneficiari, nonché delle necessità specifiche di questi ultimi. I contributi in danaro non dovranno, di norma, essere utilizzati per acquistare da un paese un cereale dello stesso tipo ricevuto da tale paese nello stesso anno – o nell'anno precedente, ove la quantità di cereali ottenuta non sia ancora esaurita – a titolo di aiuto alimentare bilaterale o multilaterale.

9 Le operazioni di aiuto avviate conformemente ai paragrafi 7 e 8 devono essere realizzate compatibilmente con le preoccupazioni

(1) In circostanze eccezionali potrà essere concessa una dispensa, comunque non superiore al 10 per cento.

(2) Per le vendite a credito, può essere previsto il versamento, all'atto della fornitura del cereale, di una frazione non superiore al 15 per cento del totale.

espresse nei Principi e nelle direttive della FAO in materia di smaltimento delle eccedenze

10 I membri applicano ai contributi in cereali il regime fob

11 I costi di trasporto fuori regime fob, qualora siano a carico dei donatori, sono considerati contributi in danaro ai sensi della presente Convenzione, concessi in supplemento ai contributi annui minimi di cui al paragrafo 3 del presente articolo

12 I membri possono designare uno o più paesi beneficiari dei contributi da essi versati ai sensi della presente Convenzione

13 I membri possono accordare i loro contributi su base bilaterale o tramite un organizzazione internazionale. Essi dovranno tuttavia prendere in attenta considerazione l'opportunità e il vantaggio di far pervenire una proporzione maggiore del loro contributo attraverso circuiti multilaterali - in particolare il Programma alimentare mondiale - e dovranno conformarsi, in linea di massima, alle direttive e ai criteri approvati dal Comitato « Politiche e programmi di aiuto alimentare » del Programma alimentare mondiale.

14. Se, nel corso di un anno, un membro non è in grado di adempiere gli obblighi assunti in virtù della presente Convenzione, esso dovrà, *l'anno successivo, maggiorare* i propri impegni o le proprie spedizioni, secondo il caso, della parte rimasta inadempiuta l'anno precedente

Articolo IV

(Disposizione speciale per i casi di fabbisogno critico)

Se, nel corso di un anno, la produzione di cereali alimentari risulta fortemente deficitaria in tutti i paesi in via di sviluppo a basso reddito, il presidente del Comitato, sulla base delle informazioni trasmessegli dal Segretario esecutivo, convoca una sessione del Comitato per esaminare la gravità del *deficit*. Il Comitato può raccomandare che i membri pongano rimedio alla situazione, aumentando l'aiuto alimentare.

Articolo V

(Comitato per l'aiuto alimentare)

È istituito un Comitato per l'aiuto alimentare, composto di tutte le parti contraenti della presente Convenzione Il Comitato designa un presidente e un vicepresidente

Articolo VI

(Poteri e funzioni del Comitato)

1 Il Comitato

a) riceve periodicamente dai singoli membri una relazione in merito all'importo, alla composizione, alle condizioni e alle modalità di distribuzione dei contributi da essi forniti in virtù della presente Convenzione;

b) segue gli acquisti di cereali finanziati mediante contributi in danaro, tenendo particolarmente conto dell'obbligo di acquistare cereali nei paesi in via di sviluppo, formulato al paragrafo 8 dell'articolo III;

c) verifica l'assolvimento degli obblighi assunti in virtù della presente Convenzione;

d) organizza uno scambio regolare d'informazioni circa l'applicazione delle norme relative all'aiuto alimentare adottate nell'ambito della presente Convenzione e - qualora siano disponibili i dati corrispondenti - circa l'incidenza della convenzione stessa sulla produzione alimentare nei paesi beneficiari.

Il Comitato farà rapporto secondo le necessità

2. Per l'applicazione dell'articolo IV e del paragrafo 1, lettere *c)* e *d)*, del presente articolo, il Comitato può consultare i paesi beneficiari e ottenerne informazioni.

3. Il Comitato inserisce nel regolamento interno le disposizioni necessarie per l'applicazione delle norme della presente Convenzione

4. Oltre ai poteri e alle funzioni indicati nel presente articolo, il Comitato possiede le altre competenze ed esercita le altre attribuzioni necessarie per l'applicazione delle norme della presente Convenzione.

Articolo VII

(Sede, sessioni e numero legale)

1. Il Comitato ha sede a Londra, salvo decisione diversa adottata dal medesimo

2 Il Comitato si riunisce almeno due volte all'anno, in occasione delle sessioni statutarie del Consiglio internazionale del grano Il Consiglio si riunisce pure in qualsiasi altra occasione su decisione del presidente, o su richiesta di almeno tre membri, o nella misura in cui lo esigano le norme della presente Convenzione

3. Le sessioni del Comitato sono valide soltanto se vi partecipa un numero di delegati pari almeno ai due terzi dei membri del Comitato stesso

ARTICOLO VIII

(Decisioni)

Il Comitato adotta le proprie decisioni con la procedura del « consensus »

ARTICOLO IX

(Ammissione di osservatori)

Se del caso, il Comitato può invitare a partecipare alle sue sessioni, in qualità di osservatori, i rappresentanti del Segretariato di altre organizzazioni internazionali di cui possono far parte esclusivamente i governi membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o delle sue agenzie specializzate.

ARTICOLO X

(Disposizioni amministrative).

Il Comitato, per i compiti amministrativi di cui può chiedere l'esecuzione, in particolare per la riproduzione e la distribuzione della documentazione e dei rapporti, si avvale dei servizi del Segretariato.

ARTICOLO XI

(Inosservanza degli impegni e contenzioso)

In caso di controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente convenzione o di inosservanza degli obblighi contratti in virtù della stessa, il Comitato si riunisce per decidere le misure da adottare

PARTE III

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO XII

(Firma)

La presente Convenzione sarà aperta, a Washington, dall'11 marzo al 30 aprile 1980 incluso, alla firma dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 3

ARTICOLO XIII

(Depositario)

Il governo degli Stati Uniti d America è depositario della presente Convenzione

ARTICOLO XIV

(Ratifica, accettazione o approvazione)

La presente Convenzione è sottoposta alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ciascun governo firmatario, conformemente alle rispettive procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America non oltre il 30 giugno 1980, restando tuttavia inteso che il Comitato istituito in virtù della Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971, successivamente prorogata, o il Comitato istituito in virtù della presente Convenzione può accordare una o più proroghe del termine a ogni firmatario che non abbia depositato entro tale data il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

ARTICOLO XV

(Applicazione provvisoria)

Ogni governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria della presente Convenzione Il firmatario che depositi tale dichiarazione applica la presente Convenzione provvisoriamente ed è considerato provvisoriamente parte della stessa.

ARTICOLO XVI

(Adesione)

1. La presente Convenzione è aperta all'adesione di ciascuno dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, che non abbia firmato la Convenzione stessa. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America non oltre il 30 giugno 1980, restando inteso che il Comitato istituito in virtù della Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971, successivamente prorogata, o il Comitato istituito in virtù della presente Convenzione può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento entro tale data.

2 Quando la presente Convenzione sarà entrata in vigore conformemente al disposto del suo articolo XVII, essa sarà aperta

all'adesione dei governi diversi da quelli di cui all'articolo III, paragrafo 3, alle condizioni che il Comitato riterrà opportune Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

3. Ogni governo aderente alla presente Convenzione in virtù del paragrafo 1 o del paragrafo 2 del presente articolo può depositare presso il governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria della Convenzione stessa, in attesa di depositare il proprio strumento di adesione. Il governo che abbia depositato tale dichiarazione applica la presente Convenzione provvisoriamente ed è considerato provvisoriamente parte della stessa.

ARTICOLO XVII

(Entrata in vigore)

1 La presente Convenzione entrerà in vigore il 1° luglio 1980 a condizione che, entro il 30 giugno 1980, i governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, abbiano depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria e che sia in vigore il Protocollo del 1979, recante quinta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, o una nuova Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima.

2 Se la presente Convenzione non entra in vigore conformemente al disposto del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione ovvero dichiarazioni di applicazione provvisoria potranno decidere di comune accordo che essa entrerà in vigore tra i governi stessi, a condizione che sia in vigore il Protocollo del 1979, recante quinta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, o una nuova Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima, oppure potranno prendere qualsiasi altra misura che, a loro parere, la situazione richieda.

ARTICOLO XVIII

(Durata e proroga)

1 La presente convenzione resterà in vigore sino al 31 giugno 1981, incluso, a condizione che resti in vigore sino a tale data inclusa il Protocollo del 1979, recante quinta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, o una Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima.

2. Qualora la Convenzione sul commercio del grano del 1971 sia nuovamente prorogata ovvero entri in vigore una nuova Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima il Comitato potrà prorogare la presente Convenzione per il periodo di proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 o per la durata della nuova Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima. In caso di proroga della presente Convenzione, un membro che non desiderasse partecipare alla Convenzione stessa così prorogata potrà ritirarsi da detta Convenzione notificando il suo ritiro, per iscritto, al depositario. Detto membro comunicherà la propria decisione al Comitato, ma non sarà dispensato da alcuno degli obblighi derivanti dalla presente Convenzione non ancora adempiuti.

ARTICOLO XIX

(Rapporto tra la presente Convenzione e l'Accordo internazionale sul grano del 1971, successivamente prorogato)

La presente Convenzione sostituisce la Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971, successivamente prorogata, e rappresenta uno degli elementi costitutivi dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, successivamente prorogato.

ARTICOLO XX

(Testi facenti fede)

I testi della presente Convenzione nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede Gli originali saranno depositati negli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, che ne invierà copie certificate conformi a tutti i governi firmatari e aderenti.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato la presente Convenzione alla data riprodotta a fronte della loro firma.

(Seguono le firme)

ERNESTO LUPO, *direttore*
VINCENZO MARINELLI, *vice direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(3651094/1) Roma, 1982 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

Supplemento ordinario n. 1 alla «Gazzetta Ufficiale» n. 161 del 14 giugno 1982

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 14 giugno 1982** SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 35

LEGGE 8 giugno 1982, n. **354**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa all'aiuto alimentare, aperta alla firma a Washington dall'11 marzo al 30 aprile 1980.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 giugno 1982, n. **354.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa all'aiuto alimentare, aperta alla firma a Washington dall'11 marzo al 30 aprile 1980.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione relativa all'aiuto alimentare, aperta alla firma a Washington dall'11 marzo al 30 aprile 1980.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XVII della convenzione stessa.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuto alimentare della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate o che saranno emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana, con imputazione della relativa spesa alla «gestione finanziaria» della predetta Azienda.

Art. 4.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 13 miliardi, si provvede con le disponibilità del capitolo 4532 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1982 e dei corrispondenti capitoli per gli anni finanziari successivi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 giugno 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO — DARIDA — LA MALFA — FORMICA — ANDREATTA — BARTOLOMEI — CAPRIA

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENTION
relative a l'aide alimentaire de 1980

PREMIERE PARTIE
OBJET ET DEFINITIONS

ARTICLE PREMIER
(Objet)

La présente Convention a pour objet d'assurer, par un effort conjoint de la communauté internationale, la réalisation, en pratique, de l'objectif fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation, qui est d'apporter chaque année aux pays en développement une aide alimentaire d'au moins 10 milions de tonnes de blé et d'autres céréales propres à la consommation humaine, de la manière déterminée par les dispositions de la présente Convention.

ARTICLE II
(Définitions)

1) Aux fins de la présente Convention

a) le sigle « c a f. » signifie coût, assurance et fret;

b) le « Comité » est le Comité de l'aide alimentaire visé à l'article V;

c) le « Secrétaire exécutif » est le Secrétaire exécutif du Conseil international du blé;

d) le sigle « f o b » signifie franco à bord;

e) les termes « céréale » ou « céréales » désignent, sauf indication contraire, le blé, l'avoine, le maïs, l'orge, le seigle, le sorgho, et le riz, ou leurs produits dérivés, y compris les produits de deuxième transformation, tels qu'ils sont définis dans le Règlement intérieur, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article III;

f) le terme « membre » désigne une partie à la présente Convention;

g) le « Secrétariat » est le secrétariat du Conseil international du blé;

2) Toute mention dans la présente Convention d'un « Gouvernement » ou de « Gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (dénommée ci-après la CEE). En conséquence, toute mention, dans la présente Convention, de la « signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application à titre provisoire » par un gouvernement est réputée, dans le cas de la CEE, valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application à titre provisoire au nom de la CEE par son autorité compétente, ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la CEE pour la conclusion d'un accord international.

DEUXIEME PARTIE
DISPOSITIONS PRINCIPALES

ARTICLE III.
(Aide alimentaire internationale)

1) Les membres de la présente Convention sont convenus de fournir à titre d'aide alimentaire aux pays en développement, des céréales, telles qu'elles sont définies à l'alinéa *e)* du paragraphe 1 de l'article II, qui soient propres à la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables ou l'equivalent en espéces, pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 3 ci-après.

2) Les membres apportent leurs contributions et les pays bénéficiaires estiment leurs besoins en partant, autant que possible, d'une planification préalable, afin que les pays bénéficiaires soient à même de tenir compte, dans leurs programmes de développement, du courant probable d'aide alimentaire qu'ils recevront chaque année pendant la durée de la présente Convention. En outre, les membres devraient, autant que possible, indiquer le montant des contributions qu'ils ont l'intention de verser sous forme de dons.

3) La contribution annuelle minimale de chaque membre à la réalisation de l'objectif énoncé à l'article premier est la suivante:

Membre —	Tonnes —
Argentine	35 000
Australie . . .	400.000
Autriche	20.000

Canada	600 000
Communauté économique européenne et ses Etats membres	1 650 000
Etats-Unis d'Amérique	4 470 000
Finlande	20 000
Japon	300 000
Norvège	30 000
Suède	40 000
Suisse	27 000

4) Aux fins de l'application de la présente Convention, tout membre qui aura adhéré à ladite Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article XVI sera réputé figurer au paragraphe 3 du présent article, avec la contribution minimale qui lui aura été attribuée conformément aux dispositions pertinentes de l'article XVI.

5) Dans le cas d'un membre dont la contribution est versée intégralement ou partiellement en espèces, la quantité fixée pour ce membre, ou la partie de cette quantité qui n'est pas fournie en céréales, est évaluée aux prix pratiqués sur le marché pour le blé. Aux fins du présent paragraphe, le Comité détermine chaque année le prix pratiqué sur le marché pour l'année suivante en se fondant sur le prix mensuel moyen du blé pour l'année civile précédente. Le Comité arrêtera une règle du Règlement intérieur pour la détermination du prix mensuel moyen du blé. Pour déterminer le prix pratiqué sur le marché, le Comité tiendra dûment compte de toute augmentation ou diminution sensible du prix annuel moyen.

6) Le Comité arrêtera dans le Règlement intérieur des règles aux fins de l'évaluation de la contribution d'un membre, engagée ou expédiée, en céréales autres que le blé, en tenant compte, le cas échéant, de la teneur en céréales des produits et de la valeur commerciale de la céréale par rapport à celle du blé.

7) L'aide alimentaire en vertu de la présente Convention peut être fournie selon l'une quelconque des modalités suivantes:

a) dons de céréales ou dons en espèces à utiliser pour l'achat de céréales au profit du pays bénéficiaire;

b) ventes contre monnaie du pays bénéficiaire qui n'est ni transférable ni convertible en devises ou en marchandises et services susceptibles d'être utilisés par le membre donateur (1);

c) ventes à crédit, le paiement devant être effectué par annuités raisonnables, échelonnées sur vingt ans ou plus, moyennant un taux d'intérêt inférieur aux taux commerciaux en vigueur sur les marchés mondiaux (2);

étant entendu que ladite aide alimentaire est fournie autant que possible sous forme de dons, en particulier dans le cas des pays les moins avancés, des pays à faible revenu par habitant et d'autres pays en développement qui ont de graves difficultés économiques.

8) Les achats de céréales visés à l'alinéa a) du paragraphe 7 du présent article sont effectués auprès des membres de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 et de la Convention sur le commerce du blé en vigueur, la préférence étant donnée aux membres en développement des deux Conventions, en vue de faciliter les exportations ou les activités de transformation des membres en développement des deux Conventions. En effectuant des achats, le but général sera de faire en sorte qu'il soit procédé à la majeure partie desdits achats auprès de pays en développement, en donnant priorité aux membres en développement de la Convention relative à l'aide alimentaire. Les présentes dispositions n'empêchent donc pas l'achat de céréales à un pays en développement non membre desdites Conventions. Dans tous les achats visés dans le présent paragraphe, il est spécialement tenu compte de la qualité, des avantages en matière de prix c.a.f. et des possibilités de livraison rapide aux pays bénéficiaires, ainsi que des besoins spécifiques des pays bénéficiaires eux-mêmes. Les contributions en espèces ne seront normalement utilisées durant aucune année pour acheter à un pays une céréale qui est du même type que celle que ce pays a reçue è titre d'aide alimentaire bilatérale ou multilatérale pendant la même année, ou pendant l'année précédente si la quantité de céréales ainsi fournie n'est pas encore épuisée.

9) Les opérations d'aide entreprises au titre des paragraphes 7 et 8 du présent article sont menées d'une manière compatible avec les préoccupations exprimées dans les Principes et directives de la FAO en matière d'écoulement des excédents.

10) Les contributions en céréales sont mises en position f o b par les membres.

11) Si les coûts de transport au delà position f o b sont à la charge des donateurs, ils sont considérés comme des contributions en especes au titre de la Convention, venant en supplément des contributions annuelles minimales spécifiées au paragraphe 3 du présent article

12) Les membres peuvent, pour leurs contributions au titre de la présente Convention, désigner un ou plusieurs pays bénéficiaires

(1) Dans des circonstances exceptionnelle il [illegible]

(2) L'accord relat [illegible] entes à cred t peut pré [illegible] le versement d'une

13) Les membres peuvent apporter leurs contributions par l'intermédiaire d'une organisation internationale ou bilatéralement. Toutefois, les membres prendront pleinement en considération les avantages qu'il y aurait à acheminer une plus forte proportion de l'aide alimentaire par des circuits multilatéraux, en particulier le Programme alimentaire mondial, et se conformeront normalement aux Directives et critères pour l'aide alimentaire approuvés par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial.

14) Si un membre ne peut remplir, au cours d'une année quelconque, les obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention, il majore, l'année suivante, ses engagements ou ses expéditions, selon le cas, du solde de ses obligations au titre de l'année précédente.

Article IV.

(Disposition spéciale concernant les besoins critiques).

Si, au cours d'une année quelconque, la production de céréales alimentaires accuse un déficit marqué dans l'ensemble des pays en développement à faible revenu, le Président du Comité, au vu des renseignements reçus du Secrétaire exécutif, convoque une session du Comité pour examiner la gravité du déficit de la production. Le Comité peut recommander que les membres remédient à la situation en augmentant la quantité d'aide alimentaire disponible.

Article V.

(Comité de l'aide alimentaire).

Il est institué un Comité de l'aide alimentaire qui est composé de toutes les parties à la présente Convention. Le Comité désigne un Président et un Vice-Président.

Article VI.

(Pouvoirs et fonctions du Comité).

1) Le Comité:

a) reçoit régulièrement des membres, et les membres lui présentent, des rapports sur le montant, la composition, les modalités de distribution et les conditions des contributions qu'ils fournissent en vertu de la présente Convention;

b) suit les achats de céréales financés au moyen de contributions en espèces, en tenant particulièrement compte de l'obligation énoncée au paragraphe 8 de l'article III concernant les achats de céréales effectués dans des pays en développement;

c) examine la manière dont les obligations souscrites aux termes de la présente Convention ont été remplies; et

d) organise un échange régulier de renseignements sur le fonctionnement des dispositions relatives à l'aide alimentaire prises en vertu de la présente Convention et, notamment quand les renseignements correspondants sont disponibles, sur ses effets sur la production alimentaire dans les pays bénéficiaires.

Le Comité fera rapport selon les besoins.

2) Aux fins de l'article IV et des alinéas *c)* et *d)* du paragraphe 1 du présent article, le Comité peut recevoir des renseignements des pays bénéficiaires et consulter ces pays.

3) Le Comité établit dans le Règlement intérieur les règles nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention.

4) Outre les pouvoirs et fonctions spécifiés dans le présent article, le Comité a les autres pouvoirs et exerce les autres fonctions nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article VII.

(Siège, sessions et quorum).

1) Le siège du Comité est à Londres, à moins que le Comité n'en décide autrement.

2) Le Comité se réunit au moins deux fois par an à l'occasion des sessions statutaires du Conseil international du blé. Le Comité se réunit aussi à tous autres moments sur décision du Président, ou à la demande de trois membres, ou ainsi que les dispositions de la présente Convention l'exigent.

3) La présence de délégués représentant les deux tiers des membres du Comité est nécessaire pour constituer le quorum à toute session du Comité.

Article VIII.

(Décisions).

Les décisions du Comité sont prises par voie de consensus.

Article IX.

(Admission d'observateurs).

Le Comité peut, quand il y a lieu, inviter les représentants du secrétariat d'autres organisations internationales dont seuls peuvent faire partie les gouvernements qui sont membres des Nations Unies ou membres de ses institutions spécialisées à participer à ses sessions en qualité d'observateurs.

ARTICLE X

(*Dispositions administratives*)

Le Comité utilise les services du Secrétariat pour l'exécution des tâches administratives que ledit Comité peut demander, notamment la production et la distribution de la documentation et des rapports.

ARTICLE XI

(*Manquements aux engagements et différends*)

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou d'un manquement aux obligations contractées en vertu de cette Convention, le Comité se réunit pour décider des mesures à prendre

TROISIEME PARTIE
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE XII

(*Signature*)

La présente Convention sera ouverte, à Washington, du 11 mars 1980 au 30 avril 1980 inclus, à la signature des gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III

ARTICLE XIII

(*Dépositaire*)

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le dépositaire de la présente Convention

ARTICLE XIV

(*Ratification, acceptation ou approbation*)

La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chaque gouvernement signataire conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1980, étant entendu que le Comité établi en vertu de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, telle qu'elle a été prorogée, ou le Comité établi en vertu de la présente Convention peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date

ARTICLE XV

(*Application à titre provisoire*)

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire de la présente Convention. Il applique la présente Convention à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie

ARTICLE XVI

(*Adhésion*)

1) La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout gouvernement visé au paragraphe 3 de l'article III qui n'a pas signé la présente Convention. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1980, étant entandu que le Comité établi en vertu de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, telle qu'elle a été prorogée, ou le Comité établi en vertu de la présente Convention pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument à cette date.

2) Lorsque la présente Convention sera entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article XVII de la présente Convention, elle sera ouverte à l'adhésion de tout gouvernement autre que ceux qui sont visés au paragraphe 3 de l'article III, aux conditions que le Comité, jugera appropriées. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

3) Tout gouvernement âdhérant à la présente Convention en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titré provisoire de la présente Convention en attendant le dépôt de son instrument d'adhésion. Il applique la présente Convention à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE XVII

(*Entrée en vigueur*)

1) La présente Convention entrera en vigueur le ler juillet 1980, si, au 30 juin 1980, les gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III ont déposé des instruments de ratification, d'ac-

ceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, et sous réserve que le Protocole de 1979 portant cinquième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur.

2) Si la présente Convention n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider unanimement qu'elle entrera en vigueur entre eux-mêmes, sous réserve que le Protocole de 1979 portant cinquième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur, ou bien pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraitra exiger.

ARTICLE XVIII

(Durée et prorogation)

1) La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1981 inclus, sous réserve que le Protocole de 1979 portant cinquième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, reste en vigueur jusq'à cette date incluse.

2) Si la Convention sur le commerce du blé de 1971 est à nouveau prorogée, ou si une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplçant entre en vigueur, le Comité pourra proroger la présente Convention pour la période de prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou pour la durée de la nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant. Lors de la prorogation de la présente Convention, un membre qui ne désire pas participer à la présente Convention ainsi prorogée peut se retirer de ladite Convention en notifiant son retrait par écrit au dépositaire. Ledit membre informe le Comité de sa décision, mais il n'est relevé d'aucune des obligations résultant de la présente Convention et non exécutées.

ARTICLE XIX

(Rapport entre la présente Convention et l'Accord international sur le blé de 1971, tel qu'il a été prorogé).

La présente Convention remplace la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, telle qu'elle a été prorogée, et est l'un des instruments constitutifs de l'Accord international sur le blé de 1971, tel qu'il a été prorogé

ARTICLE XX

(Textes faisant foi)

Les textes de la présente Convention en langues anglaise, espagnole, française et russe font tous également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du dépositaire, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires et adhérents.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou autorités respectifs, ont signé la présente Convention à la data qui figure en regard de leur signature.

Pour l'Argentine

JORGE A AJA ESPIL

April 30 1980

Pour l'Australie

N F PARKINSON

April 30 1980

Pour l'Autriche

K H SCHOBER

April 29 1980

Pour la Belgique

R SCHOUMAKER

April 30 1980

Pour le Canada

P M TOWE

April 30 1980

Pour la Communauté économique européenne

H MOLTKE

April 30 1980

Pour le Danimark

OTTO BORCH

Subject to ratification

April 30 1980

Pour l'Etats-Unis d'Amerique

BOB BERGLAND

April 29 1980

Pour la Finlande

JAAKKO ILONIEMI

April 22nd 1980

Pour la France

M PLAISANT

April 30 1980

Pour l'Irlande

SEAN DONLON

April 30 1980

Pour l'Italie

PAOLO PANSA CEDRONIO

April 30th 1980

Pour le Japon

YOSHIO OKAWARA

April 30 1980

Pour le Luxembourg

A MEISCH

April 30 1980

Pour la Norvège

BJORN BARTH

April 24 1980

Pour la République fédéral d'Allemagne

PETER HERMES

April 30 1980

Pour le Royaume des Pays-Bas

AGE R TAMMENOMS BAKKER

April 30 1980

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

F R MINGAY

April 30th 1980

Pour la Suède

W WACHTMEISTER

April 9 1980

Pour la Suisse

RAYMOND R PROBST

April 29 1980

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione

CONVENZIONE

del 1980 relativa all'aiuto alimentare

PARTE I

FINALITÀ E DEFINIZIONI

ARTICOLO I

(*Finalità*)

La presente Convenzione si propone come finalità l'attuazione concreta, grazie a uno sforzo collettivo della comunità internazionale, dell'obiettivo stabilito dalla Conferenza mondiale dell'alimentazione, consistente nella fornitura annuale ai paesi in via di sviluppo - secondo le modalità indicate nella presente Convenzione - di un aiuto alimentare pari ad almeno 10 milioni di t di frumento ed altri cereali idonei al consumo umano.

ARTICOLO II

(*Definizioni*)

1 Per l'applicazione della presente Convenzione

a) la sigla « cif » significa costo di assicurazione nolo;

b) per « Comitato » si intende il Comitato per l'aiuto alimentare di cui all'articolo V;

c) per « Segretario esecutivo » si intende il Segretario esecutivo del Consiglio internazionale del grano;

d) la sigla « fob » significa franco a bordo;

e) i termini « cereale » o « cereali » designano, salvo indicazione contraria, il frumento, l'avena, il granturco, l'orzo, la segala, il sorgo e il riso, ovvero i rispettivi prodotti derivanti, ivi compresi i prodotti di seconda trasformazione, quali risultano definiti nel regolamento interno, fatto salvo il disposto dell'articolo **III**, paragrafo 1;

f) per « membro » si intende una parte contraente della presente Convenzione;

g) per « segretariato » si intende il segretariato del Consiglio internazionale del grano;

h) il termine « tonnellata » designa 1 000 chilogrammi;

i) con il termine « anno » si intende, salvo indicazione contraria, il periodo compreso tra il 1° luglio e il 30 giugno.

2. Nella presente Convenzione, il termine « governo » o « governi » include anche la Comunità economica europea, in appresso denominata CEE. Di conseguenza, le espressioni « firma » o « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione » o « strumento di adesione » o « dichiarazione di applicazione a titolo provvisorio » « da parte di un governo » designano anche la firma da parte dell'autorità competente della CEE, ovvero una dichiarazione di applicazione provvisoria in nome della CEE da parte di tale autorità, ovvero il deposito, da parte della stessa, dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale comunitaria per la conclusione di un accordo internazionale.

PARTE II

DISPOSIZIONI FONDAMENTALI

ARTICOLO III

(*Aiuto alimentare internazionale*)

1. I membri aderenti alla presente Convenzione hanno concordamente deciso di fornire ai paesi in via di sviluppo, a titolo di aiuto alimentare, cereali ai sensi dell'articolo II, paragrafo 1, lettera *e*), idonei al consumo umano e di tipo e qualità accettabili, oppure il loro equivalente in danaro, per gli importi annui minimi precisati al paragrafo 3

2. I membri forniscono il loro contributo ed i paesi beneficiari valutano le proprie necessità sulla base di una pianificazione preventiva la quale deve essere attuata tenendo presente, per quanto

possibile, che i paesi beneficiari, per poter elaborare i loro programmi di sviluppo, devono conoscere l'entità probabile di assistenza alimentare che riceveranno ogni anno finché resterà in vigore la presente Convenzione. I membri dovrebbero inoltre, nella misura del possibile, indicare l'importo dei contributi che intendono versare sotto forma di doni.

3 Il contributo minimo che deve essere fornito annualmente dai singoli membri per il conseguimento dell'obiettivo enunciato all'articolo 1 è il seguente:

Membri	Tonnellate
—	—
Argentina	35 000
Australia	400 000
Austria	20 000
Canada	600 000
CEE e singoli Stati membri	1 650 000
USA	4 470 000
Finlandia	20 000
Giappone	300 000
Norvegia	30 000
Svezia	40 000
Svizzera	27 000

4 Per l'applicazione della presente Convenzione, ogni membro che avrà aderito alla medesima conformemente al paragrafo 2 dell'articolo XVI sarà da considerarsi indicato al paragrafo 3 del presente articolo, unitamente al contributo minimo che sarà stato per esso stabilito a norma delle corrispondenti disposizioni del suddetto articolo XVI.

5 Se il contributo di un membro viene versato integralmente o parzialmente in danaro, la quantità fissata per tale membro o la parte di detta quantità non corrisposta in cereali viene valutata ai prezzi del frumento praticati sul mercato Ai fini dell'applicazione per presente paragrafo, il Comitato calcola ogni anno il prezzo praticato sul mercato per l'anno successivo, basandosi sul prezzo mensile medio del frumento rilevato per l'anno civile precedente Il Comitato stabilirà nel regolamento interno le modalità di rilevamento del prezzo mensile medio del frumento. Per calcolare il prezzo praticato sul mercato, il Comitato terrà conto di tutti i rialzi o ribassi più rilevanti del prezzo annuo medio

6. Il Comitato stabilirà nel regolamento interno le modalità secondo cui dovrà essere valutato il contributo di un membro, impegnato o spedito in cereali diversi dal frumento; in sede di valutazione, si dovrà tener conto, se del caso, del tenore in cereali dei prodotti in questione e del valore commerciale del cereale di cui trattasi rispetto al frumento

7 L'aiuto alimentare oggetto della presente Convenzione può essere fornito sotto una delle forme seguenti:

a) dono di cereali, oppure dono in danaro da utilizzare per l'acquisto di cereali a vantaggio del paese beneficiario;

b) vendita al paese beneficiario, contro una somma di danaro non trasferibile né convertibile in valuta o in merci e servizi atti ad essere utilizzati dal membro donatore (1);

c) vendita a credito, contro pagamento a rate ragionevoli ripartite su 20 anni o più, con un saggio d'interesse inferiore ai tassi commerciali in vigore sui mercati mondiali (2);

fermo restando che detto aiuto alimentare deve essere erogato per quanto possibile sotto forma di doni, in particolare quando i beneficiari siano paesi fortemente sottosviluppati o paesi a basso reddito *pro capite* od altri paesi in fase di sviluppo colpiti da gravi difficoltà economiche.

8 Gli acquisti di cereali di cui al paragrafo 7, lettera *a*), saranno effettuati prevalentemente presso i membri aderenti alla presente Convenzione ed alla vigente Convenzione sul commercio del grano, dando la preferenza ai membri in via di sviluppo aderenti alle due Convenzioni, onde promuoverne le esportazioni o le attività di trasformazione In sede di acquisto di cereali, si dovrà quindi seguire il criterio generale di effettuare la maggior parte degli acquisti nei paesi in via di sviluppo, dando la priorità ai membri in via di sviluppo della presente Convenzione. Tali disposizioni non impediscono l'acquisto di cereali presso un paese in fase di sviluppo non aderente alle Convenzioni sopra citate. In tutti gli acquisti oggetto del presente paragrafo, si dovrà tener particolarmente conto della qualità, dei vantaggi in materia di prezzi cif, delle possibilità di consegna rapida ai paesi beneficiari, nonché delle necessità specifiche di questi ultimi. I contributi in danaro non dovranno, di norma, essere utilizzati per acquistare da un paese un cereale dello stesso tipo ricevuto da tale paese nello stesso anno – o nell'anno precedente, ove la quantità di cereali ottenuta non sia ancora esaurita – a titolo di aiuto alimentare bilaterale o multilaterale.

9 Le operazioni di aiuto avviate conformemente ai paragrafi 7 e 8 devono essere realizzate compatibilmente con le preoccupazioni

(1) In circostanze eccezionali potrà essere concessa una dispensa, comunque non superiore al 10 per cento.

(2) Per le vendite a credito, può essere previsto il versamento, all'atto della fornitura del cereale, di una frazione non superiore al 15 per cento del totale.

espresse nei Princìpi e nelle *direttive* della FAO in materia di smaltimento delle eccedenze

10 I membri applicano ai contributi in cereali il regime fob

11. I costi di trasporto fuori *regime fob,* qualora *siano* a carico dei donatori, sono considerati contributi in danaro ai sensi della presente Convenzione, concessi in supplemento ai contributi annui minimi di cui al paragrafo 3 del presente articolo.

12 I membri possono designare uno o più paesi beneficiari dei contributi da essi versati ai sensi della presente Convenzione

13 I membri possono accordare i loro contributi su base bilaterale o tramite un'organizzazione internazionale. Essi dovranno tuttavia prendere in attenta considerazione l'opportunità e il vantaggio di far pervenire una proporzione maggiore del loro contributo attraverso circuiti multilaterali - in particolare il Programma alimentare mondiale - e dovranno conformarsi, in linea di massima, alle direttive e ai criteri approvati dal Comitato « Politiche e programmi di aiuto alimentare » del Programma alimentare mondiale.

14. Se, nel corso di un anno, un membro non è in grado di adempiere gli obblighi assunti in virtù della presente Convenzione, esso dovrà, l'anno successivo, maggiorare i propri impegni o le proprie spedizioni, secondo il caso, della parte rimasta inadempiuta l'anno precedente

Articolo IV

(Disposizione speciale per i casi di fabbisogno critico)

Se, nel corso di un anno, la produzione di cereali alimentari risulta fortemente deficitaria in tutti i paesi in via di sviluppo a basso reddito, il presidente del Comitato, sulla base delle informazioni trasmessegli dal Segretario esecutivo, convoca una sessione del Comitato per esaminare la gravità del *deficit.* Il Comitato può raccomandare che i membri pongano rimedio alla situazione, aumentando l'aiuto alimentare.

Articolo V

(Comitato per l'aiuto alimentare)

È istituito un Comitato per l'aiuto alimentare, composto di tutte le parti contraenti della presente Convenzione Il Comitato designa un presidente e un vicepresidente

Articolo VI

(Poteri e funzioni del Comitato)

1 Il Comitato

a) riceve periodicamente dai singoli membri una relazione in merito all'importo, alla composizione, alle condizioni e alle modalità di distribuzione dei contributi da essi forniti in virtù della presente Convenzione;

b) segue gli acquisti di cereali finanziati mediante contributi in danaro, tenendo particolarmente conto dell'obbligo di acquistare cereali nei paesi in via di sviluppo, formulato al paragrafo 8 dell'articolo III;

c) verifica l'assolvimento degli obblighi assunti in virtù della presente Convenzione;

d) organizza uno scambio regolare d'informazioni circa l'applicazione delle norme relative all'aiuto alimentare adottate nell'ambito della presente Convenzione e - qualora siano disponibili i dati corrispondenti - circa l'incidenza della convenzione stessa sulla produzione alimentare nei paesi beneficiari.

Il Comitato farà rapporto secondo le necessità

2. Per l'applicazione dell'articolo IV e del paragrafo 1, lettere *c)* e *d)*, del presente articolo, il Comitato può consultare i paesi beneficiari e ottenerne informazioni.

3. Il Comitato inserisce nel regolamento interno le disposizioni necessarie per l'applicazione delle norme della presente Convenzione

4. Oltre ai poteri e alle funzioni indicati nel presente articolo, il Comitato possiede le altre competenze ed esercita le altre attribuzioni necessarie per l'applicazione delle norme della presente Convenzione.

Articolo VII

(Sede, sessioni e numero legale)

1. Il Comitato ha sede a Londra, salvo decisione diversa adottata dal medesimo

2 Il Comitato si riunisce almeno due volte all'anno, in occasione delle sessioni statutarie del Consiglio internazionale del grano Il Consiglio si riunisce pure in qualsiasi altra occasione su decisione del presidente, o su richiesta di almeno tre membri, o nella misura in cui lo esigano le norme della presente Convenzione

3. Le sessioni del Comitato sono valide soltanto se vi partecipa un numero di delegati pari almeno ai due terzi dei membri del Comitato stesso

ARTICOLO VIII

(*Decisioni*)

Il Comitato adotta le proprie decisioni con la procedura del « consensus »

ARTICOLO IX

(*Ammissione di osservatori*)

Se del caso, il Comitato può invitare a partecipare alle sue sessioni, in qualità di osservatori, i rappresentanti del Segretariato di altre organizzazioni internazionali di cui possono far parte esclusivamente i governi membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o delle sue agenzie specializzate.

ARTICOLO X

(*Disposizioni amministrative*).

Il Comitato, per i compiti amministrativi di cui può chiedere l'esecuzione, in particolare per la riproduzione e la distribuzione della documentazione e dei rapporti, si avvale dei servizi del Segretariato

ARTICOLO XI

(*Inosservanza degli impegni e contenzioso*)

In caso di controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente convenzione o di inosservanza degli obblighi contratti in virtù della stessa, il Comitato si riunisce per decidere le misure da adottare

PARTE III

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO XII

(*Firma*)

La presente Convenzione sarà aperta, a Washington, dall'11 marzo al 30 aprile 1980 incluso, alla firma dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 3

ARTICOLO XIII

(*Depositario*)

Il governo degli Stati Uniti d America è depositario della presente Convenzione

ARTICOLO XIV

(*Ratifica, accettazione o approvazione*)

La presente Convenzione è sottoposta alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ciascun governo firmatario, conformemente alle rispettive procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America non oltre il 30 giugno 1980, restando tuttavia inteso che il Comitato istituito in virtù della Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971, successivamente prorogata, o il Comitato istituito in virtù della presente Convenzione può accordare una o più proroghe del termine a ogni firmatario che non abbia depositato entro tale data il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

ARTICOLO XV

(*Applicazione provvisoria*)

Ogni governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria della presente Convenzione Il firmatario che depositi tale dichiarazione applica la presente Convenzione provvisoriamente ed è considerato provvisoriamente parte della stessa

ARTICOLO XVI

(*Adesione*)

1. La presente Convenzione è aperta all'adesione di ciascuno dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, che non abbia firmato la Convenzione stessa. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America non oltre il 30 giugno 1980, restando inteso che il Comitato istituito in virtù della Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971, successivamente prorogata, o il Comitato istituito in virtù della presente Convenzione può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento entro tale data.

2 Quando la presente Convenzione sarà entrata in vigore conformemente al disposto del suo articolo XVII, essa sarà aperta

all'adesione dei governi diversi da quelli di cui all'articolo III, paragrafo 3, alle condizioni che il Comitato riterrà opportune Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

3 Ogni governo aderente alla presente Convenzione in virtù del paragrafo 1 o del paragrafo 2 del presente articolo può depositare presso il governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria della Convenzione stessa, in attesa di depositare il proprio strumento di adesione. Il governo che abbia depositato tale dichiarazione applica la presente Convenzione provvisoriamente ed è considerato provvisoriamente parte della stessa.

ARTICOLO XVII

(Entrata in vigore)

1 La presente Convenzione entrerà in vigore il 1° luglio 1980 a condizione che, entro il 30 giugno 1980, i governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, abbiano depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria e che sia in vigore il Protocollo del 1979, recante quinta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, o una nuova Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima.

2 Se la presente Convenzione non entra in vigore conformemente al disposto del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione ovvero dichiarazioni di applicazione provvisoria potranno decidere di comune accordo che essa entrerà in vigore tra i governi stessi, a condizione che sia in vigore il Protocollo del 1979, recante quinta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, o una nuova Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima, oppure potranno prendere qualsiasi altra misura che, a loro parere, la situazione richieda.

ARTICOLO XVIII

(Durata e proroga)

1 La presente convenzione resterà in vigore sino al 31 giugno 1981, incluso, a condizione che resti in vigore sino a tale data inclusa il Protocollo del 1979, recante quinta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, o una Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima.

2. Qualora la Convenzione sul commercio del grano del 1971 sia nuovamente prorogata ovvero entri in vigore una nuova Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima il Comitato potrà prorogare la presente Convenzione per il periodo di proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 o per la durata della nuova Convenzione sul commercio del grano sostitutiva di quest'ultima. In caso di proroga della presente Convenzione, un membro che non desiderasse partecipare alla Convenzione stessa così prorogata potrà ritirarsi da detta Convenzione notificando il suo ritiro, per iscritto, al depositario. Detto membro comunicherà la propria decisione al Comitato, ma non sarà dispensato da alcuno degli obblighi derivanti dalla presente Convenzione non ancora adempiuti.

ARTICOLO XIX

(Rapporto tra la presente Convenzione e l'Accordo internazionale sul grano del 1971, successivamente prorogato)

La presente Convenzione sostituisce la Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971, successivamente prorogata, e rappresenta uno degli elementi costitutivi dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, successivamente prorogato

ARTICOLO XX.

(Testi facenti fede)

I testi della presente Convenzione nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede Gli originali saranno depositati negli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, che ne invierà copie certificate conformi a tutti i governi firmatari e aderenti.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato la presente Convenzione alla data riprodotta a fronte della loro firma.

(Seguono le firme)

ERNESTO LUPO, *direttore*
VINCENZO MARINELLI, *vice direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(3651094/1) Roma, 1982 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.